

## Cache-cache avec la police sur la plage de Nice



**Des femmes voilées tentent de se baigner, alors que les agents municipaux appliquent l'arrêté sans états d'âme**

**T+** **L**a décision de principe affirmée par le Conseil d'Etat, jeudi 25 août, va rendre les vacances de -Saliha un petit peu moins stressantes. Cette Lilloise de 49 ans est arrivée à Nice avec Myriam et Shahima, ses deux ados de 17 et 12 ans, il y a tout juste une semaine. Pile au lendemain de la décision, le 18 août, du maire Philippe Pradal (Les Républicains) d'interdire dans sa commune la baignade à toute personne n'affichant pas " *une tenue respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité* ".  
**T-**  
**📄**

Depuis, Saliha, musulmane qui porte le voile, avoue que ses séjours quotidiens sur la plage de Carras, tout au bout de la promenade des Anglais,

### ▼ LES CHIFFRES

**31**

Communes

Sur les trente et une communes ayant publié des arrêtés interdisant le port d'une tenue religieuse sur leurs plages, seules quatre ont verbalisé des esti-vantes pour ce motif, toutes situées dans les Alpes-

ressemblent à des parties de cache-cache avec la police municipale. *" Mes filles se baignent, mais moi, je reste habillée. Et je ne sais pas si on peut me reprocher quelque chose "*, s'inquiète-t-elle. Sa cadette porte un bikini noir. Son aînée se plonge dans la Méditerranée en short, voile sur la tête, *" parce que, justifie la belle jeune fille, je suis pudique "*.

Toutes trois racontent avoir vu des *" femmes voilées, mais pas en burkini "*, entourées par les policiers et reconduites hors de la plage. *" Ça a fait des histoires, regrettent-elles. Des gens soutenaient la police, d'autres, les femmes... "* Depuis, Saliha guette le passage du Zodiac des agents municipaux, qui, selon elle, déclenche les interventions sur terre. *" Je ne veux vraiment pas vivre cela -devant mes filles "*, redoute-t-elle.

*" Pas aux maires de régler ça "*

Depuis la diffusion, le 24 août, de photos montrant des policiers municipaux niçois encerclant une femme voilée, la promenade des Anglais symbolise aux yeux du monde la vague d'arrêtés anti-burkini pris par des maires du sud de la France. Une polémique qui semble dérisoire alors que les mausolées dédiés aux 86 victimes de l'attentat du 14 juillet rythment toujours la longue corniche.

Sur le littoral des Alpes-Maritimes, seule Antibes, dirigée par Jean Leonetti (Les Républicains), rare soutien d'Alain Juppé dans ce secteur ultra-sarkozyste, n'a pas basculé. *" On s'était dit qu'on irait se baigner là-bas pour être tranquilles, soupire Saliha. Mais on n'a pas eu le courage de faire le chemin. "*

Est-ce l'effet de l'arrêté ? Jeudi matin, alors que le Conseil d'Etat n'a pas encore tranché et que les soldats de l'opération Sentinelle commencent leurs incessants allers-retours, les femmes voilées sont rares et les burkinis invi-sibles sur les gros galets de la promenade. Plage de Fabron, une mère d'une famille tchéchène, dans une burka grise, s'est cachée derrière le

Maritimes.

**32**

Procès-verbaux

Au total, trente-deux procès-verbaux ont été dressés pendant l'été dans ces communes. Vingt-quatre verbalisations ont eu lieu à Nice et six à Cannes. Deux -procès-verbaux ont été dressés à Vallauris Golfe-Juan. A Mandelieu-la-Napoule, où un arrêté -interdit de " se baigner habillé " depuis 2013, " deux ou trois cas " ont été comptabilisés en 2016.

[ - ] fermer

mur des poussettes de ses trois enfants. Elle ne parle pas français et semble ne rien connaître de la situation locale.

Jacques, retraité élancé, la scrute avant de s'allonger à côté de son épouse. *" Si ça lui plaît d'être confinée ", siffle-t-il, avant de juger la polémique sur le burkini " ridicule ". " Je ne suis pas pour l'affichage des signes extérieurs de religion, lâche ce Niçois, rapatrié d'Algérie en 1962, mais ce n'est sûrement pas à la loi ou aux maires de régler cela. Avec ces arrêtés, on exacerbe les tensions. Il vaudrait mieux apprendre aux gens la tolérance et les principes de la laïcité. "*

Loubna et Romain Bonnet, eux, remontent les escaliers d'une des nombreuses plages privées qui ponctuent la promenade. Le couple arrive de Saint-Etienne (Loire). Lui, converti, porte une barbe blonde et fournie. Elle, enceinte, est vêtue d'un hijab bordeaux et d'une longue robe noire. Ils ont pris un week-end dans le Sud. *" Comme on ne voulait pas déranger, j'ai demandé au gérant de la plage si ma femme pouvait se baigner habillée, explique le mari. Il m'a répondu que l'arrêté municipal s'appliquait comme ailleurs. "* La jeune femme ne porte pas de burkini mais avait préparé *" un legging et un haut "* pour se baigner. *" A une époque, on surveillait que les robes ne soient pas trop courtes, aujourd'hui, c'est le contraire ", reprend son mari. " Avec ces arrêtés, c'est l'islam qui est visé ", assure-t-il.*

### Nice maintient son arrêté

En apparence, la décision du Conseil d'Etat, tombée à 15 heures, n'a rien changé en cette fin d'été niçoise. La mairie a fait savoir qu'elle maintenait son arrêté. Christian Estrosi, président LR de la région, a demandé à Manuel Valls de *" déposer un projet de loi "*. La police municipale est partie recoller méthodiquement des copies du document officiel sur les panneaux d'entrée des plages.

*" Nous continuerons à appliquer cet arrêté parce que c'est notre rôle, assure Cynthia Foucault, responsable Force ouvrière chez les policiers municipaux. Il n'y a aucun état d'âme chez nous. "* La déléguée syndicale s'indigne que certains collègues, reconnaissables sur des photos, aient reçu des menaces : *" Nous avons dressé vingt-quatre procès-verbaux depuis le 18 août. Mais, à chaque fois, je peux vous assurer que nous avons fait de la prévention. Les gens verbalisés sont des récidivistes qui n'ont rien*

*voulu savoir. "*

A la sortie de la plage de Carras, David Atlan et son épouse Sarah se sèchent au soleil. Ce couple parisien de juifs pratiquants s'est offert une sortie en Jet-Ski. Elle porte une ample robe de bain colorée et un voile sur la tête. La décision du Conseil d'Etat la soulage, elle aussi. *" Je me baigne toujours en robe et avec un voile, explique la radieuse jeune femme, et je me suis demandé si on allait me verbaliser. "" Nous, conclut son mari, nous sommes pour que chacun fasse sa vie sans déranger l'autre. "*

**Gilles Rof**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

**Pour Manuel Valls, la suspension des...**

**article suivant** ▶

**Aux Etats-Unis, des interdictions jugées...**